

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

IDCC : 1404. – **ENTREPRISES DE COMMERCE, DE LOCATION
ET DE RÉPARATION DE TRACTEURS,
MACHINES ET MATÉRIELS AGRICOLES,
DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS,
DE BÂTIMENT ET DE MANUTENTION,
DE MATÉRIELS DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE,
DE JARDINS ET D'ESPACES VERTS**

ACCORD DU 20 NOVEMBRE 2009

RELATIF À LA CONTRIBUTION VERSÉE AU FONDS PARITAIRE
DE SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS

NOR : ASET1050401M

IDCC : 1404

Vu la loi en cours de promulgation relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie, et particulièrement son article 18 portant création d'un article L. 6332-19 du code du travail ;

Vu l'article 25 de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 7 janvier 2009 sur le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu l'avenant n° 44 du 30 mars 1989 relatif à la contribution de la FNAR au financement de la formation continue ;

Vu l'accord de branche du 29 juin 2004 relatif à la collecte et à la gestion des fonds de la formation professionnelle ;

Vu l'avenant n° 78 du 28 septembre 2006 relatif à la collecte et à la gestion des fonds de la formation professionnelle des salariés des entreprises de la maréchalerie ;

Considérant les possibilités de répartition déterminées par le futur article L. 6332-19 du code du travail,

les partenaires sociaux conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Contribution des OPCA de la branche (AGEFOMAT et OPCAM) au fonds de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP)

Les OPCA de la branche (AGEFOMAT et OPCAM) sont tenus de verser au FPSPP chaque année une contribution égale à un pourcentage des obligations légales visées aux articles L. 6331-2 et L. 6331-9, alinéa 1^{er}, du code du travail concernant la participation des entreprises au financement de la formation professionnelle au titre de la professionnalisation et du plan de formation.

Ce pourcentage est fixé chaque année par le conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV).

Pour la première année de mise en place de cette contribution, les partenaires sociaux demandent aux OPCA de s'acquitter de cette obligation en prélevant le pourcentage arrêté par le CNFPTLV de façon uniforme sur le montant des fonds correspondant aux obligations légales de participation des entreprises au financement de la formation professionnelle au titre de la professionnalisation et du plan de formation.

Les partenaires sociaux décideront de reconduire ou non les présentes dispositions en fonction de l'utilisation des fonds de la formation professionnelle dans la branche et du pourcentage fixé annuellement par le CNFPTLV.

A défaut d'un nouvel accord, les présentes dispositions s'appliquent aussi longtemps que cette obligation existe.

Article 2

Impérativité de l'accord

Les entreprises de la branche ne peuvent déroger aux dispositions du présent accord.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord s'applique au champ d'application défini à l'article 1^{er} du chapitre 1^{er} de la convention collective modifié.

Le présent accord national est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs. Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent accord a été fait en un nombre suffi-

sant d'exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives et déposés.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Fait à Paris le 20 novembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SEDIMA ;

DLR ;

SMJ ;

FNAR.

Syndicats de salariés :

CSNVA ;

FM CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FM CGT-FO ;

FTM CGT.